

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

27^{ème} année - N°5225 - Jeudi 15 Octobre 2026 - Prix : 200 Fc

URGENCE CLIMATIQUE :

L'UNFPA en faveur des populations à risque



CARAVANE MÉDICALE À NTSOUDJINI :

**Plus de 160 personnes consultées
gratuitement**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

05 Djamadul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 11 au 10 Octobre 2026

Lever du soleil:

05h 44mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 32mn

Dhouhr : 11h 58mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib : 18h 06mn

Incha : 19h 21mn



RANDONNÉE AU KARTHALA :

Abdoubar découvre le volcan après 60 ans

À plus de 60 ans, le notable Abdoubar a réalisé son rêve de découvrir le Karthala pour la première fois. Aux côtés des membres du groupe sportif Cause Bleue, il a participé à une randonnée organisée par l'Agence des Parcs Nationaux des Comores (APN) soutenu par le PNUD. Au-delà de l'exploit personnel, cette initiative montre comment le sport et la découverte de la nature peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité, au développement local et à la cohésion sociale.

Une aventure humaine qui dépasse les générations. À plus de 60 ans, Abdoubar a décidé de relever un défi inhabituel : partir à la découverte du Karthala, ce volcan emblématique de la Grande Comore qu'il n'avait encore jamais visité. Sans appartenir au groupe sportif Cause Bleue, ce notable a souhaité se joindre aux randonneurs pour vivre cette expérience. Sa participation illustre une réalité souvent oubliée : la découverte du patrimoine naturel n'est pas seulement une affaire de jeunes sportifs ou d'aventuriers expérimentés. Elle peut aussi devenir une aventure humaine qui rapproche les générations. Habitué à se retrouver trois fois par semaine à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS), les membres de Cause Bleue organisent régulièrement des randonnées à travers la Grande Comore. En octobre, ils ont choisi de découvrir le Karthala dans le cadre d'une visite organisée par l'APN. Pour certains participants, cette ascension représentait un véritable défi personnel.



« Avant, j'imaginai le Karthala comme un endroit inaccessible pour moi. Le nom même me faisait un peu peur. Mais avec les Bleus, j'ai pu rendre l'impossible possible. L'union fait la force », témoigne Ridhoianti Askati Darouèche, membre de Cause Bleue. Son expérience rappelle que l'entraide et l'esprit d'équipe permettent parfois de dépasser des limites que l'on croyait infranchissables. Au-delà de la performance sportive, cette randonnée a permis aux participants de découvrir autrement les richesses naturelles du Karthala et de prendre conscience de l'importance de leur préservation. Pour Aicha Moindjie, membre de

Cause Bleue, cette expérience mérite d'être vécue par davantage de Comoriens. « Je voudrais encourager tous les jeunes et les passionnés de sport à découvrir les merveilles naturelles de notre pays, en particulier le Karthala, qui représente une véritable richesse pour les Comores. Cette expérience nous permet non seulement de repousser nos limites physiques et mentales, mais aussi de renforcer notre amour pour notre patrimoine naturel. »

Elle insiste également sur la responsabilité individuelle des visiteurs. « J'invite chacun à oser l'aventure, à cultiver l'esprit d'équipe et à adopter des comportements respon-

sables envers la nature, en évitant de jeter des déchets et en respectant la biodiversité. Notre patrimoine naturel est une richesse précieuse : découvrons-le, aimons-le et protégeons-le, car sa préservation est l'affaire de tous. » Pour l'Agence des Parcs Nationaux des Comores, cette initiative s'inscrit dans une démarche de promotion d'un écotourisme responsable, capable de concilier protection de l'environnement et développement des communautés riveraines. Assiaty Abdou Soilihi, Chargée de l'écotourisme dans l'agence des parcs nationaux des comores, précise que Cause Bleue a participé à cette activité en qualité

de groupe de visiteurs et non de coorganisateur. « Nous voulons encourager les jeunes Comoriens, les sportifs, les aventuriers et les amoureux de la nature à tenter l'expérience avec l'Agence, pour découvrir les richesses qui entourent le volcan, notamment à travers les itinéraires Trondroni-Karthala et Boboni-Karthala », explique-t-elle.

Selon la conservatrice, ces visites ne constituent pas uniquement des activités de loisirs. Elles peuvent contribuer à valoriser les ressources naturelles, à créer des opportunités économiques pour les communautés locales et à réduire les pressions exercées sur les écosystèmes. L'objectif est également de renforcer les liens entre les visiteurs, les communautés riveraines et les acteurs de la conservation. À travers ces randonnées encadrées, l'APN souhaite encourager les Comoriens à se réapproprier leur patrimoine naturel tout en participant à sa protection.

L'expérience de Cause Bleue et celle d'Abdoubar montrent que le Karthala peut rassembler toutes les générations autour d'une même passion : découvrir les richesses de leur pays. En favorisant les visites responsables organisées avec l'APN, les randonneurs peuvent soutenir les activités locales, renforcer la cohésion sociale et devenir des relais de sensibilisation à la biodiversité. Car découvrir le Karthala, ce n'est pas seulement gravir un volcan. C'est aussi apprendre à connaître, à aimer et à préserver un patrimoine commun, pour les générations présentes et futures.

Hamdi Abdillahi Rahilie

SÉCURITÉ CIVILE :

Dix agents formés en secourisme à Singani

L'ONG Ysia en partenariat avec le Croissant-Rouge comorien, a organisé, du 9 au 11 octobre à Singani, une formation en secourisme au profit de dix agents. L'objectif est de leur apprendre les gestes de premiers secours afin qu'ils puissent intervenir et venir en aide aux citoyens en cas de besoin.

Engagée depuis des années auprès de la localité de Singani, l'ONG Ysia poursuit ses actions en faveur du pôle de santé. Après avoir contribué à renforcer les stocks de médicaments de sa pharmacie et participé à d'autres projets, l'association mise cette fois sur le renforcement des compétences humaines, en facilitant cette formation avec le Croissant-Rouge comorien. « Cette formation est très importante dans la mesure où elle permet d'initier ces agents aux gestes de premiers secours. Parmi les dix partici-

pants, trois travaillent ici, à l'hôpital, dont un agent de sécurité. Les autres sont des volontaires qui ont souhaité participer. Ils seront formés durant trois jours à la manière de porter secours à une personne en détresse, qu'il s'agisse d'un malaise vagal, d'un évanouissement ou d'un arrêt cardiaque, entre autres situations. Les formateurs du Croissant-Rouge comorien leur montrent les gestes à effectuer lorsqu'un citoyen rencontre un problème de santé. Ce sont de petits gestes qui peuvent sauver une vie », a expliqué le Dr Shaffanti, responsable du pôle de santé de Singani et coordinatrice du projet.

Elle a salué l'engagement de l'association et félicité les participants pour leur motivation. « Je tiens à remercier l'ONG Ysia pour tout ce qu'elle fait pour notre hôpital. Je félicite également les participants pour leur engagement et leur enthousiasme tout au long de cette formation. Nous espérons qu'ils seront capables

d'apporter leur aide aux citoyens et, au moins, de stabiliser une personne en difficulté avant son transfert à l'hôpital. C'est ce que nous attendons de cette formation », a-t-elle ajouté.

De son côté, Abderemane Msilimina, l'un des participants, a remercié les formateurs et salué l'ini-

tiative de l'ONG Ysia. « Grâce à l'appui financier de Ysia, cette formation a pu avoir lieu. Ces trois jours nous ont permis de partager nos connaissances et de mieux comprendre ce qu'il faut faire lorsqu'une personne se trouve en difficulté et a besoin d'aide. J'avoue que trois

jours, c'est peu, mais nous avons été très concentrés et motivés tout au long de cette formation. Nous espérons pouvoir apporter notre aide aux citoyens », a-t-il conclu.

Nassuf Ben Amad



URGENCE CLIMATIQUE :

L'UNFPA se mobilise pour les populations à risque

Ce mardi 13 octobre à Moroni, la directrice régionale de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Est et Australe a lancé un atelier inédit visant à intégrer d'urgence la santé sexuelle, reproductive et le genre au cœur des politiques climatiques du pays. Bien plus qu'un simple rendez-vous technique sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), document clé soumis en mars dernier à la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), cet événement co-organisé par les ministères de l'environnement, de l'information puis de la promotion du genre et l'UNFPA innove par sa transversalité. Il rassemble un public varié, composé entre autres de climatologues, de sages-femmes, d'agents de la sécurité civile, de jeunes activistes et planificateurs budgétaires, tous unis pour faire front commun face aux crises environnementales.

L'ambition partagée est de rompre avec une vision purement technique du climat, souvent réduite à une gestion d'infrastructures. Aux Comores, le

dérèglement climatique devient une crise majeure de santé publique. Les interventions officielles ont donné le ton. James T. Bot, Coordonnateur résident des Nations Unies, a rappelé une réalité brute : « Les effets ne touchent pas tout le monde de la même façon, les femmes et les enfants sont les plus touchés ». Aux Comores, à peu près 67% des femmes vivent de l'agriculture vivrière. Face aux dérèglements climatiques, ce sont elles qui marchent plus loin pour l'eau, subissent les pertes agricoles et sacrifient la scolarité de leurs filles. Fatima Ahamada, Ministre de la Promotion du Genre, de la Solidarité et de l'Information, a défendu cette approche humaine. Pour elle, la transition écologique est un projet de société : « Il ne peut y avoir de justice climatique sans égalité des genres, de résilience durable sans respect des droits humains, ni de développement inclusif sans la participation des femmes. » Elle insiste sur un point : les femmes ne doivent plus être considérées comme de simples bénéficiaires passives, mais comme les actrices clés des futures politiques environnementales.

Lydia Zigomo, directrice régionale de l'UNFPA, a quant à elle

haussé le ton dans un discours sans concession : « La réalité de l'impact climatique en Union des Comores ne peut plus être ignorée ni lue à travers le seul prisme de la croissance économique. Cyclones, hausse du niveau de la mer et pluies erratiques menacent le bien-être humain. Le cyclone Kenneth a bouleversé la vie de 40% de la population et détruit 14% de l'économie, rayant de la carte écoles et centres de santé. » Et pour cause, le défi dépasse largement les dégâts matériels. Les inondations propagent les maladies hydriques et bloquent l'accès à l'eau potable. Les coupures d'électricité paralysent les hôpitaux. Dès lors, la continuité des soins obstétricaux, la planification familiale et la prise en charge des violences basées sur le genre s'effondrent. Avec un taux de mortalité maternelle de 179 décès pour 100 000 naissances en 2023 et une prévalence contraceptive moderne à seulement 8,6% en 2022, chaque maternité inondée met des vies en péril. Les adolescentes, premières victimes des grossesses précoces, se retrouvent alors poussées vers le décrochage scolaire.

Pour corriger ces failles dans la CDN 3.0 et le Plan National d'Adaptation, les groupes de travail



s'arment du guide « Avenirs résilients » de l'UNFPA. L'atelier prévoit de former 60 acteurs insulaires et d'accoucher d'un plan d'action budgétisé. L'enjeu est désormais pratique. Il s'agit par exemple de garantir qu'à la prochaine catastrophe, une femme puisse malgré

tout accoucher dignement à Anjouan, qu'une adolescente à Mohéli échappe au mariage forcé et que les alertes de la Sécurité civile protègent enfin celles restées au foyer.

Hamdi Abdillahi Rahilie

CARAVANE MÉDICALE À NTSOUDJINI :

Plus de 160 personnes consultées gratuitement

L'hôpital de Ntsoudjini a organisé, le week-end dernier, une caravane médicale gratuite au profit de la population. Plus de 160 personnes issues de différentes localités de la région d'Itsandra ont bénéficié de consultations. Placée sous la supervision du médecin-chef, le Dr Hassane Mohamed Mbae, et menée avec la collaboration des associations féminines de la ville, cette initiative vise à faciliter l'accès aux soins et à renforcer les liens entre l'établissement hospitalier et les habitants.

Plus de trente médecins généralistes et spécialistes, notamment en pédiatrie et en

cardiologie, ont répondu à l'appel pour assurer des consultations dans différentes disciplines. Organisée pour la première fois par l'établissement, cette opération a été préparée en moins d'une semaine, selon le médecin-chef. « Cette caravane nous a permis de renforcer les liens entre l'hôpital et la population. Elle contribue à instaurer une relation de confiance entre les deux parties », explique le Dr Hassane Mohamed Mbae. Au terme des consultations, les équipes médicales ont notamment relevé de nombreux problèmes osseux ainsi que des besoins importants en matière de suivi médical des enfants. Pour le médecin-chef, cette initiative répond à une réalité sociale préoccupante :

certain habitants renoncent aux soins faute de moyens financiers. « Nous rencontrons souvent des personnes âgées qui souhaitent se rendre à l'hôpital, mais qui n'en ont pas les moyens. Cette caravane est une contribution de notre établissement à la prise en charge de la population », souligne-t-il.

L'hôpital entend poursuivre ce type d'initiative afin de faciliter l'accès aux soins, notamment pour les personnes les plus vulnérables. Pour pérenniser ces actions et améliorer la qualité des services, l'établissement sollicite toutefois l'accompagnement de l'État. « Nous avons besoin de spécialistes, de personnel supplémentaire et de moyens matériels. Notre hôpital manque de

ressources humaines et nos moyens financiers restent très limités », précise le Dr Hassane Mohamed Mbae. Il évoque notamment la nécessité de se doter d'un appareil d'échographie et d'améliorer les conditions de fonctionnement du laboratoire. Convaincu de l'utilité de cette expérience, le médecin-chef se dit prêt à partager le savoir-faire de l'établissement avec d'autres structures souhaitant organiser des initiatives similaires. Il assure également que l'hôpital reste disponible pour accompagner les patients dans le suivi de leurs consultations.

Du côté des bénéficiaires, l'opération a été accueillie avec satisfaction. « Je remercie sincèrement les

médecins, les organisateurs et toutes les personnes qui ont rendu cette caravane possible. Nous avons pu bénéficier de consultations gratuites, ce qui représente une aide précieuse pour les familles qui ont peu de moyens. Nous souhaitons que cette initiative soit organisée tous les trois mois afin que davantage de personnes puissent en profiter », témoigne une patiente ayant bénéficié des consultations. Au-delà de cette première expérience, l'hôpital de Ntsoudjini espère faire de ces caravanes un rendez-vous régulier au service de la santé communautaire.

Ibnou M. Abdou



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward

A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
 Hamdi Abdillahi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Union des Comores

Unité - Solidarité - Développement

SOCIETE NATIONALE DE L'ELECTRICITE DES COMORES



Coordonnateur(trice) adjoint(e) de l'UGP ASCENT

• PROJET ASCENT / Banque Mondiale / SONELEC •

Un rôle clé pour appuyer la coordination du projet ASCENT et assurer le suivi technique et opérationnel des activités, au service d'un accès élargi à une énergie durable, fiable et propre aux Comores.

Un poste stratégique pour l'accès à une énergie durable
Financé par l'IDA, ASCENT vise à accroître l'accès à une énergie durable, fiable et propre aux Comores : modernisation du réseau, extension de l'accès à l'électricité et à la cuisson propre, assistance technique et renforcement institutionnel.

Votre mission
Le Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet est chargé(e) d'appuyer le Coordonnateur du Projet dans la coordination stratégique, technique, administrative et opérationnelle du Projet ASCENT, afin d'assurer une mise en œuvre efficace des activités conformément aux objectifs fixés et aux procédures applicables.

Rattachement et interactions clés
Sur le plan hiérarchique, le Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet travaille sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet et sous l'autorité du Directeur Général de la SONELEC. Il appuie le Coordonnateur (trice) du Projet dans le suivi de l'exécution technique, administrative et financière du projet. Le Coordonnateur (trice) Adjoint (e) assiste le Coordonnateur de Projet dans ses relations institutionnelles avec le ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures auquel l'UGP rend compte.
Le /la Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet assure une coordination opérationnelle étroite avec la SONELEC, le Ministère en charge de l'Énergie, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet ASCENT, sous la supervision du Coordonnateur du Projet.

Vos responsabilités en un coup d'œil

Domaine	Vos missions clés
Gestion technique	Contribuer à la planification, à la coordination et au suivi technique ; suivre les études, travaux et services ; veiller aux spécifications, à la qualité et à la sécurité ; identifier les contraintes et proposer des corrections.
Planification et exécution	Contribuer à l'élaboration, à la mise à jour et au suivi des PTBA et plans de passation des marchés ; suivre le calendrier approuvé et les indicateurs ; identifier les risques et proposer des mesures d'atténuation.
Finances et marchés	Contribuer au suivi budgétaire ; appuyer les rapports financiers, audits et documents fiduciaires ; suivre leurs recommandations ; suivre les contrats de travaux, fournitures, services et consultants ; appuyer les dossiers techniques avec le spécialiste en passation des marchés ; veiller aux obligations contractuelles.
Environnement et social	Veiller à la prise en compte des exigences E&S ; contribuer au suivi du PEES/ESCP et des autres instruments ; suivre les mesures de gestion des risques et le mécanisme de gestion des plaintes, et contribuer à la résolution des plaintes
Suivi et rapports	Contribuer aux rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels ; consolider les informations techniques, financières et opérationnelles ; contribuer aux rapports pour la Banque mondiale, le Comité de Pilotage et les autorités nationales ; participer aux rapports de revue à mi-parcours et d'achèvement.
Coordination et continuité	Assurer la liaison opérationnelle sous la supervision du Coordonnateur ; contribuer aux réunions techniques, missions de supervision et Comité de Pilotage ; suivre les décisions ; assurer les autres missions relevant de ses fonctions et la continuité opérationnelle en cas d'absence du Coordonnateur, dans les limites des délégations accordées.

Vos priorités dès la première année
Contribuer aux livrables du projet sous la supervision du Coordonnateur :

- Contribution à l'élaboration du plan de travail détaillé du projet ;
- Appui à la préparation des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- Contribution à la préparation des rapports mensuels, trimestriels et annuels d'avancement du projet ;
- Préparation des rapports techniques relatifs aux infrastructures et activités mises en œuvre ;

- Appui au suivi des indicateurs de performance du projet ;
- Contribution au suivi environnemental et social du projet ;
- Appui au suivi de la passation des marchés et des décaissements ;
- Préparation des comptes rendus de missions, réunions et activités de coordination ;
- Contribution à la préparation du rapport final de clôture du projet.

Profil recherché
Formation : Bac+5 en génie électrique, énergies renouvelables, gestion de projet, administration publique, économie ou domaine équivalent pertinent pour un projet d'infrastructure énergétique.
Expérience : sept (7) ans minimums dans le secteur public et/ou privé en coordination technique, suivi opérationnel ou gestion de projets, dont trois (3) ans dans la mise en œuvre ou le suivi de projets financés par des partenaires techniques et financiers, avec une bonne connaissance des procédures fiduciaires et des exigences de gouvernance des bailleurs internationaux. **Au moins trois (3) ans** en coordination technique, suivi opérationnel ou appui à la gestion de projets énergétiques ou d'infrastructures complexes.
Une expérience principalement administrative sans implication directe dans des projets techniques d'énergie ou d'électricité ne sera pas considérée comme suffisante.

Compétences clés

- Maîtrise des procédures de la Banque mondiale et expérience de la mise en œuvre de projets conformes aux normes environnementales et sociales.
- Coordination technique et suivi opérationnel d'infrastructures électriques de production, de transport et de distribution ; suivi de travaux financés par des bailleurs internationaux apprécié.
- Coordination d'équipes pluridisciplinaires, organisation et suivi des délais ; capacités d'analyse, d'initiative et de communication avec les parties prenantes.
- Maîtrise des outils bureautiques et de gestion de projets.
- Français parlé et écrit requis ;
- Anglais constituant un atout.

Modalités de candidature
Date limite de dépôt : 26 octobre 2026 à 16 h (heure des Comores)

Dossier à fournir :

- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de la SONELEC ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge. Transmission du dossier :

- Par email** : secretariat.dg@sonelec-km.com
- Copie obligatoire** : a.abdallah.ascent.rpm@gmail.com
- Objet** : Candidature Coordonnateur(trice) adjoint(e) UGP ASCENT – SONELEC
- Ou dépôt physique au secrétariat du Directeur Général de la SONELEC.

Les candidatures incomplètes ou reçues hors délai non examinées.
Les candidats présélectionnés pourront être soumis à un entretien technique approfondi portant notamment sur les infrastructures électriques, la gestion de projets énergétiques, les procédures de la Banque mondiale et les enjeux opérationnels des sociétés nationales d'électricité.
Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

NB : Les Termes de Référence (TDR) sont disponibles sur demande auprès de la SONELEC. Pour les obtenir, veuillez contacter recrutementrhsonelec@gmail.com ou vous rendre directement à l'agence centrale de la SONELEC, située à Volovolo.

Pourquoi rejoindre la SONELEC ?
Contribuez à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'accessibilité du service public de l'électricité et à la transition vers des solutions énergétiques plus durables aux Comores.

SONELEC vous donne les moyens d'agir.
Rejoignez-nous et faites la différence.

« UZURI WA NINGA » :

La jeunesse appelée à redécouvrir les trésors des médinas

À Mohéli, le concours « Uzuri wa Ninga » mobilise les jeunes de 14 à 25 ans autour de la valorisation des médinas et du patrimoine culturel comorien. À l'approche de la clôture de cette initiative, les informations circulent dans les villages et les quartiers afin d'encourager les jeunes à participer. Pour Djamael Ali Ballah, directeur sortant de l'Alliance française de Fomboni, la préservation de cet héritage repose aussi sur la capacité des habitants à faire connaître les richesses de leur île. « C'est à nous de montrer que nous avons cette richesse », souligne-t-il, invitant ainsi les Mohéliens à s'approprier leur patrimoine et à le transmettre aux générations futures.

L'Ambassade de France et les Alliances françaises ont lancé la deuxième édition du concours « Uzuri wa Ninga » auquel la jeunesse est placée au cœur de la préservation et de la promotion de l'identité culturelle comorienne. Cette initiative offre aux jeunes l'occasion de porter un

regard nouveau sur l'histoire de leurs localités, les traditions et les richesses qui caractérisent leur environnement. À Mohéli, la sensibilisation se poursuit dans les différentes localités pour toucher le plus grand nombre de participants potentiels. L'objectif est de faire connaître le concours et d'inciter les jeunes concernés à s'intéresser davantage à leur patrimoine. Les personnes souhaitant participer sont invitées à se rapprocher de l'Alliance française la plus proche afin d'obtenir des renseignements sur les conditions de participation, les modalités d'inscription et les échéances. Au-delà de la compétition, cette initiative soulève un enjeu important : celui de la transmission de la mémoire collective. Les médinas et les quartiers anciens constituent des témoins précieux de l'histoire des communautés. Leurs ruelles, leur architecture traditionnelle ainsi que les récits conservés par les anciens racontent une partie de l'histoire des Comores. Pourtant, ces richesses nécessitent une attention particulière afin d'être préservées et mieux connues des nouvelles géné-

rations. La mobilisation des jeunes peut contribuer à documenter cet héritage, à faire découvrir ses particularités et à renforcer le sentiment d'appartenance à une histoire commune. La valorisation du patrimoine représente également une opportunité pour promouvoir le tourisme culturel et faire connaître Mohéli au-delà de ses frontières. Encore faut-il que les habitants eux-mêmes prennent conscience de la valeur de ces richesses et s'impliquent dans leur sauvegarde. Le message porté par Djamael Ali Ballah rappelle ainsi que cette responsabilité ne revient pas uniquement aux institutions culturelles ou aux partenaires extérieurs. Les jeunes, par leur créativité, leur curiosité et leur engagement, peuvent devenir des acteurs essentiels de cette dynamique. Les candidats âgés de 14 à 25 ans sont donc encouragés à se rapprocher de l'Alliance française de Fomboni ou de l'Alliance française la plus proche pour obtenir davantage d'informations sur le concours « Uzuri wa Ninga ».

Riwad



#2

Les facteurs de risque

Facteurs non modifiables

L'âge

Le risque augmente après 50 ans

Les antécédents familiaux

Mutation génétique (BRCA1, BRCA2...)

Les antécédents personnels

De cancer du sein ou de certaines lésions bénignes à risque

Les facteurs hormonaux

Règles précoces (moins de 12 ans) et ménopause tardive (après 55 ans)

La densité mammaire élevée

Facteurs modifiables

Le surpoids et l'obésité

notamment après la ménopause

La sédentarité

Une activité physique régulière diminue le risque

La consommation d'alcool

Même en faible quantité, elle augmente le risque

Le tabac

Augmente le risque, surtout s'il est commencé tôt

L'alimentation

Une alimentation équilibrée est recommandée

Les traitements hormonaux

comme certains traitements de la ménopause

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 2026/004/MAPA/FSRP-KM/CSI

Objet : RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR LE SUIVI ET CONTRÔLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE AVEC BUREAUX VITRES, STRUCTURE METALLIQUE ET BATIMENTS ANNEXES EN MAÇONNERIE RESTAURANT — VESTIAIRES — DOUCHES

Le Gouvernement de l'Union des Comores, à travers le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, a mis en œuvre le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP-KM) financé par la Banque Mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP-KM), la Coordination nationale lance le recrutement d'un Consultant national chargé du suivi et du contrôle des travaux de Construction d'un Magasin de Stockage des provendes avec Bureaux Vitrés structure métallique, et bâtiments annexes en maçon-

rie Restaurant-Vestiaires -Douches.

Pour avoir plus d'informations, Veuillez télécharger les termes des Références sur notre site internet à partir de ce lien : <https://fsrp-km.org/appel-doffre/>

La date limite de soumission des Manifestations d'intérêts est fixée au 22 / 10/ 2026 à 14h00.

Pour postuler, veuillez déposer votre Manifestations d'intérêts physiquement au siège du FSRP_KM, sis au Ministère de l'Agriculture à Mdé – Ex Cefader ou par voie électronique à l'adresse email du Projet : projetfsrp@gmail.com.

Lancé, le 08 Octobre 2026



Union des Comores

Unité - Solidarité - Développement

SOCIETE NATIONALE DE L'ELECTRICITE DES COMORES



Coordonnateur(trice) de l'UGP ASCENT

• PROJET ASCENT / Banque Mondiale / SONELEC •

Un poste stratégique pour piloter le projet ASCENT et coordonner sa mise en œuvre, au service d'un accès élargi à une énergie durable, fiable et propre aux Comores.

Un poste stratégique pour l'accès à une énergie durable

Financé par l'IDA, ASCENT vise à accroître l'accès à une énergie durable, fiable et propre aux Comores : modernisation du réseau, extension de l'accès à l'électricité et à la cuisson propre, assistance technique et renforcement institutionnel.

Votre mission

Le/La coordonnateur(trice) du Projet est responsable de la direction stratégique, de la coordination générale et de la supervision de la mise en œuvre du Projet ASCENT. À ce titre, il/elle assure le pilotage global du Projet afin de garantir l'atteinte de ses objectifs de développement, la mise en œuvre efficace et efficiente des activités prévues, ainsi que le respect des obligations et des procédures applicables du gouvernement de l'Union des Comores et de la Banque mondiale.

Rattachement et interactions clés

Sur le plan hiérarchique, le /la Coordonnateur (trice) du Projet est placé sous l'autorité directe du Directeur Général de la SONELEC, à qui il rend compte de l'exécution technique, administrative et financière du Projet.

Le /la Coordonnateur (trice) du Projet assure une coordination étroite avec la SONELEC, le Ministère en charge de l'Énergie, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du Projet. Il/Elle facilite l'engagement des parties prenantes et la collaboration institutionnelle, assure l'organisation des réunions du Comité de Pilotage du Projet ASCENT et veille à la traduction effective de ses orientations et décisions en plans d'action, activités de mise en œuvre et résultats.

Vos responsabilités en un coup d'œil

Domaine	Vos missions clés
Pilotage et coordination	Diriger la stratégie et la mise en œuvre, y compris le démarrage ; approuver les sous-projets et activités en temps opportun ; finaliser l'UGP et son recrutement ; superviser le personnel et les consultants ; préparer, consolider et suivre les PTBA ; recommander les ajustements ; actualiser le MEP et soumettre les modifications à la Banque mondiale pour non-objection.
Gestion technique	Valider les approches techniques et choix technologiques ; superviser les études et faisabilités, les travaux et la performance de l'Ingénieur-conseil, des entreprises et fournisseurs ; veiller aux spécifications, à la qualité, aux délais et aux normes techniques, opérationnelles, de santé et de sécurité ; identifier les risques et retards et suivre les mesures correctives.
Finances et marchés	Gérer le budget, les décaissements et la conformité des dépenses aux plans approuvés ; soumettre les rapports financiers et audits dans les délais ; coordonner les dossiers d'appel d'offres et leur non-objection ; superviser les marchés et contrats selon les procédures de la Banque mondiale et les délégations SONELEC ; mettre à jour les plans de passation des marchés et financiers.
Environnement et social	Veiller à la conformité aux normes et directives E&S de la Banque mondiale et aux instruments du projet ; superviser le PEES/ESCP ; gérer les risques et assurer le fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes.
Suivi et rapports	Suivre les indicateurs et la performance ; mobiliser les données auprès des entités concernées ; préparer et soumettre au Comité de Pilotage et à la Banque mondiale les rapports d'avancement, de revue à mi-parcours et d'achèvement, conformément au MEP.
Parties prenantes	Assurer la liaison avec les ministères, la SONELEC, les partenaires et administrations ; organiser le Comité de Pilotage et informer des progrès et difficultés ; représenter le projet aux niveaux national et régional ; faciliter la coordination institutionnelle, la communication et la visibilité des résultats.

Vos priorités dès la première année

Coordonner, superviser et soumettre les principaux livrables du projet dans les délais requis :

- Plan de travail détaillé du projet ;
- Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- Rapports mensuels, trimestriels et annuels d'avancement du projet ;
- Rapports techniques relatifs aux infrastructures et activités mises en œuvre ;
- Rapports de suivi des indicateurs de performance du projet ;
- Rapports de suivi environnemental et social ;
- Rapports de suivi de passation des marchés et des décaissements ;
- Rapports d'exécution des missions, réunions et activités de coordination ;
- Rapport final de clôture du projet.

Profil recherché

Formation : diplôme d'Ingénieur (Bac+5 minimum) en génie électrique, énergies renouvelables, électromécanique, électrotechnique ou domaine équivalent pertinent pour un projet d'infrastructure énergétique.

Expérience : dix (10) ans minimums à des postes de responsabilité dans le secteur public et/ou privé, dont cinq (5) ans dans la gestion de projets d'envergure similaire financés par des partenaires techniques et financiers, incluant l'application rigoureuse des règles de gouvernance, de transparence et des procédures fiduciaires des bailleurs internationaux. Au moins cinq (5) ans dans le secteur de l'électricité et cinq (5) ans à un poste de responsabilité en coordination ou gestion opérationnelle de projets énergétiques ou d'infrastructures complexes.

Une expérience principalement administrative sans implication directe dans des projets techniques d'énergie ou d'électricité ne sera pas considérée comme suffisante.

Compétences clés :

- Maîtrise des procédures de la Banque mondiale et expérience de la mise en œuvre de projets conformes aux normes environnementales et sociales.
- Conception et mise en œuvre d'infrastructures électriques de production, de transport et de distribution ; suivi de travaux financés par des bailleurs internationaux constituant un atout majeur.
- Leadership d'équipes pluridisciplinaires, pilotage de projets complexes et prise de décision ; capacités d'analyse, de négociation et de communication avec les partenaires.
- Maîtrise des outils bureautiques et de gestion de projets.
- Français parlé et écrit requis ;
- Maîtrise de l'anglais obligatoire.

Modalités de candidature

Date limite de dépôt : 26 octobre 2026 à 16 h (heure des Comores)

Dossier à fournir :

- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de la SONELEC ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge. Transmission du dossier :

- Par email** : secretariat.dg@sonelec-km.com
- Copie obligatoire** : a.abdallah.ascent.rpm@gmail.com
- Objet** : Candidature Coordonnateur(trice) UGP ASCENT – SONELEC
- Ou dépôt physique au secrétariat du Directeur Général de la SONELEC.

Les candidatures incomplètes ou reçues hors délai non examinées.

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Pourquoi rejoindre la SONELEC ?

Contribuez à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'accessibilité du service public de l'électricité et à la transition vers des solutions énergétiques plus durables aux Comores.

SONELEC vous donne les moyens d'agir.
Rejoignez-nous et faites la différence.

JIOI 2027 :

Une mission presque décisive du CIJ

Arrivé dans nos murs, samedi dernier, le Comité International des Jeux a débuté une mission cruciale depuis lundi. Selon la terminologie employée, la mission conduite par le président Philippe Hao Thyn Voon, vient pour une évaluation de l'avancement des travaux liés à l'organisation des jeux des îles 2027. Cette mission s'effectue alors que le chantier du village des jeux qui avait pris un sérieux retard au démarrage, semble connaître une accélération.

À quelques mois des Jeux des îles de l'océan Indien (JIOI) 2027, les Comores accueillent les premiers membres du Conseil international des Jeux (CIJ). Arrivés samedi, ils viennent s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs et évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'organisation de cet événement régional », lit-on sur une publication du Comité Olympique et Sportifs des Îles Comores. Selon cette même source, la mission du CIJ aura quatre jours pour faire un état de lieux de l'avancement desdits travaux. « La mission officielle se déroulera du lundi 12 au jeudi 15 octobre. Elle permettra notamment aux représentants du CIJ de constater l'évolution des travaux sur le terrain et de faire le point sur les différentes étapes de préparation des Jeux. » Cette visite intervient à



moins d'un an d'une échéance majeure pour le sport comorien. Au-delà du constat de l'avancement des travaux, elle devrait permettre de mesurer la capacité du pays à tenir ses engagements dans les délais impartis. Car, si l'organisation des Jeux représente une occasion de mettre en valeur les Comores, elle constitue également un défi logistique, financier et organisationnel de taille. Les infrastructures seront-elles prêtes à temps ? Les moyens nécessaires à la réussite de l'événement sont-ils mobilisés ? Autant de questions auxquelles cette mission pourrait apporter des éléments de réponse. À l'approche de 2027, le temps presse.

Ce qui est sûr et avant même le

début de leur mission, la délégation a déjà loué la qualité de l'accueil, « Nous avons reçu un très bon accueil », et leur hôtes comoriens n'ont pas manqué de pimenter sur l'évolution positive de la situation devait avancer le président du CIJ qui conduit cette délégation. « À mon arrivée, j'ai demandé à des membres de l'organisation où en étaient les travaux et on m'a répondu que nous allions être agréablement surpris. Selon ce qui m'a été communiqué, les Comores mettent les bouchées doubles pour que ces Jeux puissent avoir lieu comme prévu. Tous les membres du CIJ seront présents pour cette mission, sauf La Réunion. L'île sœur sera représentée par l'ambassadeur présent aux

Comores. » Ces premiers échanges laissent entrevoir un certain optimisme du côté du CIJ, même si les impressions recueillies à l'arrivée devront être confrontées à la réalité du terrain. Les quatre jours de mission permettront ainsi de vérifier si les avancées annoncées sont à la hauteur des attentes. À moins d'un an des Jeux, chaque étape compte pour éviter les retards et les mauvaises surprises. Pour les Comores, l'enjeu est désormais de transformer les assurances en réalisations concrètes. Car au-delà de l'accueil, c'est bien la capacité du pays à organiser les Jeux dans les conditions prévues qui sera scrutée.

Au menu de la visite, il y'aura la visite et l'inspection des infrastruc-

tures mais aussi sur les disciplines sélectionnées pour les jeux « Au programme de cette visite figurent l'inspection des infrastructures sportives en cours de construction ainsi que celle du village des Jeux. Les échanges porteront également sur les 18 disciplines sportives retenues pour cette édition des JIOI. » Si le COSIC parle d'une importante visite « Cette visite constitue une étape importante dans le suivi des préparatifs », nous on n'est pas loin de penser qu'elle soit décisive. Car au-delà du simple suivi des préparatifs, cette mission pourrait permettre de mesurer concrètement l'écart entre les ambitions affichées et la réalité du terrain. De l'état des infrastructures au respect du calendrier, en passant par les exigences liées aux 18 disciplines retenues, les points à examiner sont déterminants. À quelques mois de l'échéance, les éventuelles insuffisances devront être identifiées sans tarder et des solutions envisagées. Les conclusions du CIJ pourraient ainsi peser sur la suite des préparatifs et sur la capacité des Comores à accueillir les Jeux dans les conditions annoncées. D'où le caractère presque décisif de cette visite. Ce qui est sûr, jamais les Comores n'ont si proche d'une organisation des jeux des îles de l'océan Indien.

Imtiyaz



UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ DES COMORES



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Arrêt définitif des recharges des compteurs à disque, PP1 et PP2 à compter du 1er novembre 2026

Dans le cadre de la modernisation de ses services et de l'amélioration de la gestion de la distribution de l'électricité, la Société Nationale d'Électricité des Comores (SONELEC) informe l'ensemble de sa clientèle que les recharges des compteurs à disque, PP1 et PP2 seront définitivement arrêtées à compter du 1er novembre 2026.

À cet effet, tous les clients disposant encore de ces anciens modèles de compteurs sont invités à procéder à leur remplacement par un compteur de nouvelle génération STS, au plus tard le 31 octobre 2026.

Passé ce délai, il ne sera plus possible d'effectuer des recharges sur les compteurs concernés. La SONELEC encourage donc ses abonnés à entreprendre les démarches nécessaires dès maintenant afin d'éviter tout désagrément ou toute interruption de leur alimentation électrique.

Pour effectuer leur demande de remplacement, les clients concernés peuvent se rapprocher des agences SONELEC de Foubouni, Mbeni, Mitsamihouli, Mitsoudjé et de la Centrale de Volo-Volo.

Cette opération s'inscrit dans la volonté de la SONELEC de moderniser ses équipements, d'améliorer la qualité de ses services et d'offrir à sa clientèle un système de comptage plus performant et adapté aux évolutions du secteur de l'électricité.

La SONELEC compte sur la compréhension et la collaboration de l'ensemble de ses clients pour assurer une transition dans les meilleures conditions.

La SONELEC rappelle que le 31 octobre 2026 constitue le dernier délai pour remplacer les anciens compteurs. N'attendez pas les derniers jours pour effectuer vos démarches.

SONELEC – L'énergie au service de tous.

Fait à Moroni, le 12 octobre 2026

La Direction Générale

SEMAINE DE LA PRESSE :

Le SNJC engage les préparatifs de la première édition

Annoncé pour décembre prochain, ce premier rendez-vous veut fédérer tout le secteur autour des grands défis du métier. Mardi dernier à Moroni, le SNJC a réuni plusieurs figures du journalisme local pour en dessiner les contours de la première édition.

C'est dans les locaux du conseil national de la presse et de l'audiovisuel (CNPA) que le syndicat national des journalistes comoriens a tenu, ce mardi 13 octobre, une réunion de travail consacrée à la toute première Semaine de la presse. Prévue en décembre, cette initiative doit réunir la corporation, les institutions et la société civile. Autour du président du SNJC, Chamsoudine Said Mhadj. Plusieurs professionnels reconnus et respectés du paysage médiatique comorien ont participé activement aux échanges. L'ouverture a été marquée par l'intervention du président du syndicat, lequel a donné lecture de la note conceptuelle qui balise l'événement. Le thème retenu donne le ton : « Ensemble pour une presse libre, professionnelle et des conditions de travail dignes pour les journalistes comoriens ». Une orientation forte qui condense les attentes exprimées

depuis longtemps par les reporters.

L'intention du SNJC dépasse le simple rassemblement. L'organisation veut faire de cette semaine un espace national de dialogue et de réflexion, où les difficultés structurelles du secteur seront mises à plat et où des réponses concrètes pourront émerger. L'idée est de passer du diagnostic aux propositions, pour renforcer durablement l'exercice du journalisme aux Comores. Par ailleurs, le public visé est volontairement large. Outre les journalistes en activité, les initiateurs veulent associer les étudiants en journalisme et les jeunes attirés par l'information, les institutions publiques et privées, ainsi que les acteurs de la société civile. Une manière d'ancrer la réflexion sur le rôle essentiel des médias dans la société.

Pour décembre, plusieurs temps forts sont envisagés. Un séminaire portera sur les entraves actuelles au journalisme aux Comores. Une conférence-débat abordera les grands questionnements du moment : accès à l'information, défense de la liberté de la presse et bouleversements du paysage médiatique sous l'effet du numérique. Un atelier plus opérationnel mettra face à face journalistes, experts, universitaires,



représentants institutionnels et forces de l'ordre. Afin d'élargir l'audience, le programme s'ouvre à des formats populaires : une soirée slam, un match de gala et une grande fête culturelle qui clôturera la semaine. Des moments de convivialité pensés pour rapprocher la presse du grand public et créer du lien.

Le temps fort attendu de cette

édition inaugurale sera la remise du prix Ali Abdou. Ce prix porte le nom du tout premier président du SNJC, décédé le 12 décembre 2020. Il distinguera un journaliste comorien pour la qualité de son travail, son professionnalisme et son engagement constant au service du métier. Au cours de la réunion, les participants ont néanmoins jugé le

programme initial très dense et chargé. Des amendements ont été formulés pour alléger l'ensemble et améliorer son déroulement. Ceci dans le but de rendre cette première Semaine de la presse plus fluide et mieux articulée pour tous.

Hamdi Abdillahi Rahilie

UNION DES COMORES
Unité — Solidarité — Développement

Ministère de la Santé et de la
Protection Sociale

Direction Générale de la Santé



UNITÉ TECHNIQUE DE GESTION DE L'ASSURANCE MALADIE (UTGAM)



Avis d'appel d'offre

Réf. NOUTGAM/2026/02

Objet : Le présent appel d'offres a pour objet :

Fournitures et installation de systèmes hybrides solaires/générateur à l'UTGAM ANJOUAN et MOHLEI

1. Le Gouvernement comorien a à l'UTGAM une subvention pour soutenir la mise en place et l'opérationnalisation de l'Assurance Maladie Généralisée (AMG).

Une partie de ces fonds sera utilisée pour financer la fourniture et l'installation de systèmes hybrides solaires/générateurs destinés aux bureaux de l'UTGAM à Anjouan et Mohéli. Les fournitures et services connexes doivent être livrés et mis en service dans un délai de 90 jours par lot.

- Lot 1: Site UTGAM (Mohéli) ;
- Lot 2 : Site de UTGAM (Anjouan).

2. Les soumissionnaires intéressés peuvent

obtenir des informations complémentaires et consulter le Dossier d'Appel d'Offre auprès de l'UTGAM/PAAMG, situé à Petite Coulée près de la Cour Suprême..

Tel : +269 336 29 08, +2693365420 ;

**Email : gestutgam.amg@sante.gouv.km ;
comptable.amg@sante.gouv.km;
yousseufmahdyl@gmail.com;
saidabdousoulg@yahoo.fr**

3. Une visite obligatoire des sites est prévue le **20 octobre 2026 à 09h30** pour les deux lots : Lot 1

(UTGAM- Mohéli) et Lot 2 (UTGAM - Anjouan).

4. L'inscription préalable doit être faite par écrit - trois jours ouvrables avant la visite, auprès de : **Dr Mohamed Salim Ben Said Hafi (+269 334 77 66, UTGAM Anjouan)**

Mme Fatima Abdou (+269 355 18 17, UTGAM Mohéli). Une attestation de visite sera délivrée et devra être jointe à l'offre correspondante.

5. Les offres doivent être déposées au plus tard le **27 octobre 2026 à 12h30** à l'adresse indiquée.

LANCEMENT LE 28 SEPTEMBRE 2026